



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

**ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU TITRE DE L'ARTICLE
L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT POUR LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE
BEURAINVILLE**

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-8, L.2224-10 et R. 2224-6, R. 2224-10 à 17 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L1331-10 et L.1337-2 ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois Picardie ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois-Picardie ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier portant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU le récépissé de déclaration concernant le rejet de la station d'épuration sise sur la commune de Beaurainville en date du 18 septembre 2008 ;

VU la décision prise par le pétitionnaire concernant le choix du critère de conformité du système de collecte et soumise par courrier en date du 26 Juin 2016 au service de Police de l'Eau de la DDTM du Pas-de-Calais ;

VU le porter à connaissance du pétitionnaire du 6 juin 2018 sur le projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

VU la réponse du pétitionnaire du 16 juillet 2018 ;

CONSIDERANT qu'il peut être donné suite à la requête ci-dessus visée, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux ;

CONSIDERANT que le système d'assainissement de BEAURAINVILLE doit être conforme aux exigences de la Directive Européenne sur les Eaux Résiduaire Urbaines N°91/271/CEE du 21 mai 1991 (DERU) ;

CONSIDERANT le choix du critère de conformité du système de collecte par le bénéficiaire par courrier en date du 26 juin 2016 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Prescriptions spécifiques

Les prescriptions spécifiques à déclaration concernent le critère de conformité du système de collecte de l'agglomération d'assainissement de BEAURAINVILLE suivant :

- les rejets par temps de pluie représentent moins de **5 % des volumes d'eaux usées** produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année.

Ce critère sera utilisé par les services en charge de la Police de l'Eau pour statuer sur la conformité annuelle du système de collecte. Les données sont issues de l'autosurveillance des points réglementaires A1 (déversoirs d'orages ou trop-plein du système de collecte).

Les volumes d'eaux usées produits par l'agglomération pendant la période considérée sont calculés en totalisant les volumes déversés durant cette période au niveau des déversoirs d'orages soumis à autosurveillance (points A1), au niveau du déversoir de tête de station (point A2) et entrant en station (point A3).

Ainsi, le système de collecte de l'agglomération d'assainissement sera jugé « Conforme ERU » si :

$$\frac{\sum \text{volumes au niveau des A1}}{\sum \text{volumes au niveau des A1 et A2 et A3}} * 100 \leq 5$$

Afin de prendre en compte la variabilité interannuelle de la pluviométrie, cette analyse sera menée chaque année sur la base des 5 dernières années de données d'autosurveillance (moyenne glissante).

Article 2 – Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅.

Article 3 – Réserve des droits des tiers

Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 5 – Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de BEAURAINVILLE, CAMPAGNES LES HESDIN, LESPINOY et MARESQUEL ECQUEMICOURT pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de MM. les maires.

Ce document sera mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de six mois.

Article 6 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de BEAURAINVILLE, CAMPAGNES LES HESDIN, LESPINOY et MARESQUEL ECQUEMICOURT ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 7 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et Madame la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des 7 Vallées et dont copie sera adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER,
- Messieurs les Maires de Beaurainville, Campagne-les-Hesdin, Lespinoy et Maresquel-Ecquemicourt,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (SDE/GUPEN),
- M. le Président de la CLE du SAGE de la Canche,
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

ARRAS, le **23 AOUT 2018**

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer et par subdélégation
Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY